

# STRATÉGIE DE L'ÉTAT CAPITALISTE EN CRISE : POSTFASCISME, NÉONAZISME ET L'« ARC NATIONAL »

DIMOSTHENIS PAPADATOS \*

*La droite grecque s'est radicalisée et fragmentée à partir de 2010 et a renforcé l'Aube dorée, parti néonazi qui a été exacerbée par l'adoption par le Gouvernement du mémorandum II. La question est ouvertement posée par la droite quant à sa participation à un gouvernement de coalition qui le sortirait de son ghetto idéologique. L'essor d'Aube dorée, qui a été favorisé par la crise, vient de plus loin et cette formation ne devrait pas disparaître aux premiers signes d'une reprise. Elle s'est installée durablement dans le paysage politique.*

Aux élections de juin 1992, le parti néonazi Aube dorée (AD) a obtenu 6,92 % des suffrages (426 025 électeurs) et 18 sièges de députés au Parlement grec ; une année plus tard, la plupart des sondages s'accordent à estimer qu'il pourrait même obtenir 11 à 13 % des suffrages aux prochaines élections. On mesure mieux encore l'ampleur de ce succès si l'on tient compte des éléments suivants : a) jusqu'aux élections d'octobre 2009, son potentiel électoral se limitait à 0,29 % (19624 électeurs, aucun siège de député) et, b) après le premier tour des élections de mai 2012 en particulier, les partis politiques et les journalistes ont démontré de façon convaincante la participation d'Aube dorée à des attentats fascistes violents, ses liens avec des organisations néonazies européennes et sa vénération (proclamée) pour les régimes dictatoriaux de Ioannis Metaxas (1936-1940) et de Georgios Papadopoulos (1967-1974).

Une approche réductrice imputerait la montée d'Aube dorée au seul mécontentement provoqué par la crise économique, par les mesures d'austérité draconiennes et par l'adoption du Mémorandum conclu avec la troïka (UE, BCE, FMI) au nom du gouvernement grec,

---

\* DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES, UNIVERSITÉ D'ATHÈNES

qualifiées de programme « douloureux mais incontournable » pour traiter la dette publique (mai 2010). Or, replacée dans une perspective comparative, cette hypothèse n'est pas confirmée ; les exemples de l'Espagne, du Portugal et de Chypre, où l'extrême droite demeure une force politique marginale malgré l'austérité à laquelle ces pays sont assujettis, montrent que l'économie n'apporte pas l'unique explication crédible à un phénomène aussi multiforme.

Parallèlement, l'interprétation proposée par la « théorie des deux extrêmes », qui fait reposer l'explication sur la montée simultanée des « populismes » (Aube dorée et la gauche radicale, SYRIZA), supposée avoir un lien avec le mouvement grec des *Indignados*<sup>1</sup>, dissimule habituellement plus que ses partisans (parmi lesquels on trouve quelques intellectuels et chroniqueurs) semblent croire. L'inclusion des formations politiques d'extrême droite dans la catégorie du « populisme » fait fondamentalement disparaître la différence entre populisme et extrémisme de droite, elle tend à dédramatiser celui-ci et, au bout du compte, à réduire la politique à une question de culture, en mettant l'accent sur le « style politique ». Comme l'ont observé Katsambekis et Stavarakakis, l'antipopulisme fait souvent référence à « des discours dont le but est de contrôler idéologiquement et de marginaliser politiquement les mouvements de protestation émergents qui s'insurgent contre les politiques antidémocratiques d'austérité, en particulier dans des pays tels que la Grèce, l'Espagne, le Portugal, etc. », en ajoutant qu'il « se pourrait peut-être, après tout, que l'extrême droite ne soit pas si “populiste” [car] ses références au “peuple” sont, au mieux, d'une importance secondaire ou périphérique ; des moyens pragmatiques utilisés pour promouvoir d'autres fins nationalistes, racistes et fortement hiérarchiques »<sup>2</sup>. Ainsi qu'ils le formulent, en accord avec Jacques Rancière, « le populisme semble être le “mot commode” grâce auquel la dénonciation et la dévalorisation des solutions alternatives légitiment la revendication des élites politiques et économiques à “gouverner

---

<sup>1</sup> Yiannis Voulgaris, « Pourquoi l'Aube dorée est dangereuse », *Ta Nea*, 15.9.2012 [en grec] ; Petros Papasasantopoulos, « Violence as midwife of history », *The books' journal*, vol. 26, décembre 2012.

<sup>2</sup> Giorgos Katsambekis, Yannis Stavarakakis, « Populism, anti-populism and European democracy : a view from the South », *Open Democracy*, 23.7.2013. Consultable à l'adresse : <http://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/giorgos-katsambekis-yannis-stavarakakis/populism-anti-populism-and-european-democr#>.

sans le peuple”, “à gouverner sans les politiques”. Cependant, dans l'Europe en crise, ce sont les défenseurs institutionnels des « politiques modérées » qui construisent une vision manichéenne de la société, en rejetant pratiquement toute opinion divergente comme étant irrationnelle et populiste, et en se radicalisant et en excluant ainsi de plus en plus ». On pourrait résumer cette tendance par l'expression « extrémisme de la modération »<sup>3</sup>.

Le présent article se propose d'analyser la montée d'Aube dorée comme un élément d'une transformation plus profonde de l'État, de la stratégie de l'État et des relations entre l'État et la société, qui a précédé l'adoption du Mémorandum en 2010 ; dans le cadre d'un processus de fascisation, que Nicos Poulantzas décrit ainsi : « alors que l'apparence de démocratie parlementaire de l'État demeure superficiellement inchangée, la relation entre les classes dominantes et les catégories sociales d'un côté, et l'appareil de l'État de l'autre côté, ne fait plus l'objet d'aucune médiation par les partis politiques, mais prend un caractère de plus en plus direct »<sup>4</sup>. Ce processus, qui a débuté après les émeutes de 2008 et s'est accéléré après 2010, ne saurait, pour être analysé, ni être sorti du contexte de radicalisation de la droite pendant une crise politique qui a été suivie par la polarisation politique et sociale provoquée par le Mémorandum, ni de celui de la prépondérance des idées néoconservatrices sur une grande partie du champ politique – autrement dit, la condition qui a facilité une déstigmatisation consciente, une « normalisation » et une instrumentalisation de la droite grecque postfasciste et néofasciste<sup>5</sup> par les forces politiques et les médias après 2008.

Comme je vais essayer de le démontrer, la polarisation sociale induite par le Mémorandum a entraîné une fragmentation accrue du système grec des partis, et en particulier de la droite, accentuant la crise préexistante de la représentation, et renforçant par-là l'Aube dorée. Dans ce contexte, la crise économique ne constitue pas la « cause », mais le facteur qui a catalysé la montée du néonazisme grec ; En conséquence, Aube dorée ne devrait pas « disparaître » après les premiers signes de reprise.

<sup>3</sup> *Op. cit.*

<sup>4</sup> Poulantzas, Nicos (2006), *Fascism and dictatorship*, Institut Themelio-Nicos Poulantzas, Athènes, [en grec].

<sup>5</sup> Sur la différence entre postfascisme et néofascisme : Georgioadu, Vassiliki (2008), *L'extrême droite et les conséquences du consentement, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Allemagne*, Kastaniotis, Athènes p. 81-82, [en grec].

## **L'extrême droite en Grèce, 1974-2004 : de la marginalisation à la renaissance**

Dans les premières années qui ont suivi le rétablissement de la démocratie, l'extrême droite grecque forme le « Parti de la nostalgie » de l'*ancien régime*. Les premiers partis qui ont vu le jour à la droite du parti conservateur Nea Dimokratia (ND) ont rassemblé d'anciens officiers de l'armée, d'anciens membres importants de la junte, des anticommunistes purs et durs et des royalistes loyalistes. Ces partis, dirigés en grande part par des politiciens appartenant à la classe politique d'avant 1967, ont été surtout une réaction aux politiques suivies par le gouvernement conservateur de Constantine Karamanlis à l'encontre de la junte, du roi et des communistes<sup>6</sup>. En tout état de cause, les résultats électoraux de la plupart de ces partis se sont en général maintenus entre 1 % et 2 %.

Pendant de nombreuses années, jusqu'en 2012, l'extrême droite avait deux options manifestes : soit être absorbée par le parti ND, soit demeurer marginale et éclatée en groupements essentiellement identifiables grâce à leurs leaders « charismatiques ».

De façon simplement progressive, et en particulier dans les années 1990, ces différents groupements vont commencer à suivre les tendances européennes. C'est alors qu'une crise politique incite une partie importante de l'électorat grec à se détacher massivement des partis. Pour le centre gauche au gouvernement (PASOK), cette désaffection a été liée à l'implication de ce parti dans plusieurs affaires de corruption et à son impréparation à lutter contre le programme néolibéral soutenu par ND (réductions budgétaires, privatisations). D'autre part, la coalition de la gauche n'a pas réussi à ébaucher une stratégie indépendante du PASOK au double plan idéologique et politique (et qui soit également crédible) pour l'ère nouvelle qui succéderait à l'effondrement de l'Union soviétique. D'une façon plus générale, la fonction du système politique tout entière devait privilégier des prises de position cyniques et individualistes dans le contexte de la « fin des idéologies », ce qui a suffi à persuader une partie importante

---

<sup>6</sup> Ellinas, Antonis A., « The Rise of the Golden Dawn : The New Face of the Far Right in Greece » *South European Society and Politics* (2013). Consultable à l'adresse : [http://works.bepress.com/antonis\\_ellinas/12](http://works.bepress.com/antonis_ellinas/12)

de l'électorat que les « politiciens ne s'intéressent pas vraiment à ce que pensent les gens comme nous »<sup>7</sup>.

Ces sentiments critiques envers la politique et les partis devaient constituer une constante de la vie politique au cours de la période suivante. Puisque les partis politiques (c'est-à-dire le principal relais entre l'État et la société après 1974) s'étaient montrés incapables de légitimer la politique de l'État, il revenait à la « question macédonienne » et au rôle prédominant de l'Église orthodoxe grecque d'assumer ce rôle entre 1992 et 1994. La compatibilité entre la mobilisation nationaliste contre FYROM et la stratégie de ND, confronté au même moment à plusieurs mouvements sociaux opposés à ses réformes néolibérales, a été reconnue par Antonis Samaras, alors ministre des Affaires étrangères ultraconservateur, (aujourd'hui Premier ministre du gouvernement grec), qui se félicitait que « la jeunesse grecque descende dans la rue non pas pour revendiquer mais pour son amour de la patrie » (*Ethnos*, 11.12.1992).

Les énormes mobilisations d'Athènes et de Thessalonique affichant le slogan « la Macédoine, c'est la Grèce » ne peuvent se comparer en ampleur qu'aux manifestations qui avaient réuni des millions de personnes après la chute de la dictature. Elles donnent la preuve qu'un problème d'« identité nationale » pouvait a) mobiliser la société grecque sur une plus grande échelle que n'en étaient capables les partis politiques, b) donner aux médias privés de quoi contester le « patriotisme » des gouvernements, des partis et des politiciens et c) munir les partis d'un instrument politique qui leur permette d'affûter ou d'adoucir leur programme politique<sup>8</sup>. Les deux partis, les conservateurs (ND) et les communistes (KKE), ont su en apprendre la leçon, en tirant parti des opinions politiques traditionnelles anti-américaines et anti-européennes répandues dans la société grecque, tout en essayant de s'opposer à l'hégémonie du PASOK à partir du milieu des années 1990 dans le domaine de la politique étrangère<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Caffetzis, Panayiotis (1995), « Crise politique et culture politique. Isolement politique et participation à la politique : une relation incompatible ? » [en grec] ; Demertzis, Nicos (1995), *La culture politique grecque aujourd'hui*, Athènes, [en grec].

<sup>8</sup> Ellinas, Antonis A. (2010), *The Media and the Far Right in Western Europe. Playing the Nationalist Card*, Cambridge University Press, Cambridge.

<sup>9</sup> Pantazopoulos, Andreas (2002), *Démocratie émotionnelle*, Polis, Athènes [en grec].

Cette méthode était, bien entendu, plus compatible avec la droite. Mais, alors qu'après 1997 et l'élection de Costas Karamanlis à sa tête, Nea Dimokratia allait mettre en place une politique plus modérée visant à occuper « l'espace du centre » de l'électorat grec, les opinions conservatrices radicales opposées à la modernisation pro-européenne du PASOK centre gauche et du député Costas Simitis seront davantage représentées par le primat de l'Église grecque orthodoxe, l'archevêque Christodoulos.

Christodoulos avait entretenu des relations avec le régime dictatorial de 1967-1974, puis il est resté, après le rétablissement de la démocratie, en contact avec les milieux d'extrême droite tels que *Stoxos*, un journal hebdomadaire militariste profasciste. Christodoulos est devenu le symbole de l'opposition conservatrice antigouvernementale et une source « d'inspiration » pour ceux qui, comme Yiorgos Karatzaferis, député de l'extrême droite du parti ND, ne voulaient pas employer la méthode modérée pour battre le PASOK.

En 2000, Christodoulos a organisé une campagne de grande envergure contre la décision de l'autorité grecque chargée de la protection des données à caractère personnel (HDPA) de supprimer la mention de la religion sur les cartes d'identité nationale – ce qu'il appelait le « blanchiment religieux ». C'est dans ce contexte qu'il a rassemblé 3 millions de signatures pour soutenir la demande d'un référendum, dont celle de Costas Karamanlis. En dépit du rejet de cette demande par le gouvernement, le chef « charismatique » de l'Église orthodoxe a « inspiré » à Yiorgos Karatzaferis l'idée de créer un nouveau parti appelé le « Rassemblement populaire orthodoxe grec » (LAOS). Comme Dimitris Psarras l'a montré, la chaîne de télévision dont le propriétaire était le leader du LAOS à la fin des années 1980 a joué un rôle capital, au début celui de mécanisme servant à recueillir des voix pour les anciens députés de Nouvelle Démocratie, puis celui de rouage pour la diffusion du programme de l'extrême droite et pour la légitimation de plusieurs stéréotypes racistes, antisémites et même néonazis<sup>10</sup>. En outre, la chaîne a constitué un grand avantage au profit des petits groupements d'extrême droite, dont la plupart ont fini par intégrer le LAOS dans les années qui ont suivi, transformant ainsi celui-ci en « parti charnière » de l'extrême droite grecque post-fasciste.

---

<sup>10</sup> Psarras, Dimitris (2010), *La main invisible de Karatzaferis. La renaissance télévisuelle de l'extrême droite*, Alexandria, Athènes, [en grec].

À peine deux ans plus tard, aux élections locales de 2002, Karatzaferis affichait l'incroyable résultat de 13,6 % (223 531 voix) contre Tzannetakos, le candidat officiel de Nea Dimokratia (26,7 %, 439 662 voix), tirant principalement profit des manœuvres tactiques du PASOK. La partie des médias qui était favorable au PASOK au pouvoir a en effet créé une atmosphère de panique morale autour de sa candidature, qui a eu pour résultat de lui assurer une publicité permanente, réitérant ainsi la tactique de Mitterrand vis-à-vis de Le Pen<sup>11</sup>. Bien des années après, Nicos Filis, le directeur du quotidien *Avgi*, nous rappelait que Costas Simitis, ex-Premier ministre et leader du PASOK entre 1996 et 2004, jugeait que l'absence d'un parti d'extrême droite grec autonome, comparable à ceux des autres pays de l'Union européenne, était « problématique » pour le système politique grec<sup>12</sup>.

Bien qu'il ait échoué à entrer au Parlement aux élections nationales de 2004 (162 103 voix, 2,2 %), le LAOS a obtenu la même année un siège de député aux élections du Parlement européen (252 429 voix) avant de finir par entrer trois ans plus tard, en 2007, au Parlement grec (3,8 %, 271 809 voix et 10 sièges de députés).

## 2008, année emblématique

La progression de l'extrême droite à partir de 2004 et au-delà n'a pas empêché le parti ND d'accéder deux fois au pouvoir en 2004 et en 2007. Mais les élections de 2007 ont révélé une limite ; pas seulement pour le parti ND, qui ne devait rester au pouvoir que jusqu'en 2009, mais aussi pour le système politique bipartite qui avait l'habitude de se reproduire en vases clos et communicants, en transférant les profits et pertes électoraux du PASOK au ND et inversement.

Compte tenu de la convergence de ces partis sur le programme néolibéral, les élections nationales de 2007 ont été les premières depuis 1974 qui n'ont pas présenté d'enjeu clair, comme le faisait remarquer quelques jours plus tôt Christoforos Vernardakis<sup>13</sup> et, en conséquence, leurs pertes ont principalement joué au bénéfice du SYRIZA et du LAOS.

---

<sup>11</sup> Ellinas, *op.cit.*

<sup>12</sup> Nicos Filis, « L'espace du milieu de l'extrême droite », *Avgi*, 20.3.2011, [en grec].

<sup>13</sup> Christoforos Vernardakis, « Élections 2007: Crise du bipartisme, contestation sociale et tendances électORALES », *Avgi*, 26.8.2007, [en grec].

La nouvelle victoire du parti ND, malgré le mécontentement social qui a essentiellement profité à la gauche radicale, a coïncidé avec le début de la crise économique et a été rapidement associée à plusieurs affaires de corruption, à l'application d'un programme néolibéral dans les domaines du marché du travail et de la sécurité sociale, à l'injection d'un financement de 27 milliards d'euros dans le système bancaire et à la suppression intensifiée de l'intervention publique. C'est la raison pour laquelle le meurtre d'un étudiant de 15 ans par un policier à Athènes en décembre 2008 a déclenché des émeutes sans précédent.

Ces émeutes ont fait un tort irréparable au gouvernement conservateur et ont offert l'occasion au LAOS de dénoncer l'impuissance du parti ND dans le domaine de l'« ordre public ». Parallèlement, Yiorgos Karatzaferis appelait à constituer une *entente nationale* afin que la nation puisse affronter dans l'unanimité la nouvelle conjoncture créée par la crise. C'est alors qu'une étrange rivalité a débuté. LAOS soutenait le parti ND en matière économique et s'y opposait dans les domaines de l'ordre public et de la politique d'immigration ; le parti ND s'est rangé à ces exigences en adoptant le programme du LAOS afin de mieux le neutraliser, et le LAOS et le parti beaucoup plus faible qu'était Aube dorée, au lieu de se laisser absorber, ont radicalisé leur position dans ces domaines. Dans cette situation, les médias ont volontairement joué la carte de l'extrême droite : en apportant d'une part une publicité<sup>14</sup> sans précédent au LAOS et à Karatzaferis, et d'autre part, en tolérant voire en attisant Aube dorée et la violence fasciste contre l'« ennemi interne », « en réponse à la crise de légitimation du système politique et aux désordres de la rue »<sup>15</sup>. C'était l'État qui, dans certains cas, en faisant concurrence à l'extrémisme de droite, lui frayait de nouveaux chemins ; tel fut le cas dans l'évacuation, la démolition

---

<sup>14</sup> Yiannis Haris, chroniqueur au journal de centre gauche *Ta Nea*, estime dans son commentaire que les émissions télévisées démocratiques étaient devenues des machines à laver les idées sales, en projetant le chef du LAOS et des députés dans toutes les tranches horaires, tout en restant silencieuses sur la montée de la violence fasciste dans les entreprises publiques. « Yiannis Haris, entreprises paraétatiques ou rebelles terroristes ? », *Ta Nea* 7.3.2009, [en grec].

<sup>15</sup> Psarras, Dimitris. (2012), *La Bible noire d'Aube dorée*, Polis, Athènes, p. 417. [en grec].



et l'incendie volontaire par les autorités du camp de réfugiés afghans à Patras en juillet 2009.

Les conséquences de cette stratégie se sont révélées aux élections européennes de 2009 : le LAOS a obtenu 7,1 % et 366 615 voix, le score le plus important pour un parti d'extrême droite depuis 1974, alors qu'Aube dorée obtenait plus de voix que la gauche extraparlamentaire (0,46 % contre 0,43 %). Qui plus est, le SYRIZA, qui avait assimilé les émeutes de 2008 à une révolte juvénile, est resté en deçà de son score de 2007, en n'obtenant que 4,7 % (5,04 % en 2007) et en perdant toute la dynamique favorable dont les sondages le gratifiaient à peine six mois plus tôt. Le LAOS a prétendu être le vainqueur de ces élections, car capable d'imposer son programme aux grands partis traditionnels, et en particulier au parti ND<sup>16</sup>, et en octobre 2009, lorsque le PASOK a gagné les élections nationales, Karatzaferis a persisté dans cette voie : soutenir le parti au gouvernement dans le domaine de l'économie et des réformes néolibérales prises à l'encontre de la classe ouvrière, et s'assurer ainsi un capital politique qui lui permette de s'opposer à celui-ci dans les domaines de l'ordre public et de la politique d'immigration. Ce comportement est dit « patriotisme brun des années de crise »<sup>17</sup>.

Les gains électoraux de cette stratégie ont abouti à un durcissement de la politique d'immigration et à une pression beaucoup plus forte sur la gauche radicale (SYRIZA), en particulier après mai 2010 et l'adoption du Mémorandum, qui a été soutenue par le PASOK et le LAOS. La participation du LAOS à cette tendance anti-SYRIZA et contre les immigrés s'est avérée être d'une importance capitale, car les partis situés à sa gauche (le PASOK, la ND et la fraction de la ND pro-Mémorandum, l'Alliance démocratique de Dora Bakoyanni) comme à sa droite (Aube dorée) partageaient les mêmes points de vue hostiles aux immigrés et à SYRIZA. Même la fraction issue du SYRIZA, la gauche démocratique moderniste de F. Kouvelis, a pris également des positions anti-immigrés, tout en conservant en même temps une posture « critique » pro-Mémorandum « au nom de la responsabilité ».

Dans ce contexte de système politique divisé mais relativement homogène (dans le domaine économique et dans celui de la politique d'immigration), les résultats des élections

---

<sup>16</sup> Giorgos Karatzaferis, *Discours au premier congrès de la jeunesse du LAOS*, 18.1.2009.

<sup>17</sup> Eleftherotypia, 14.3.2010.

locales de 2010, au cours desquelles Aube dorée a obtenu pour la première fois depuis sa création un siège au conseil municipal d'Athènes (5,29 %, 10 222 voix), ont montré que le LAOS était devenu le parti locomotive d'Aube dorée. Il est clair que « sans le soutien subtil du champ postfasciste, les provocations néofascistes contre la démocratie parlementaire auraient maintenu les formations néofascistes engluées dans le piège des ghettos politiques idéologiques »<sup>18</sup>. La participation des médias a été une fois encore déterminante, étant donné que le programme d'Aube dorée – en particulier au sujet de l'insécurité dans le centre d'Athènes – correspondait au programme de l'ensemble de la campagne préélectorale dont le parti néonazi était lui-même totalement absent.

La leçon sur les risques d'instrumentalisation du post-fascisme n'avait pas été apprise. Non seulement la montée d'Aube dorée a été interprétée comme une demande d'aiguiser la politique de répression et la politique anti-immigration (alors que la politique du mémorandum ne serait en rien modifiée, malgré son coût électoral pour le LAOS) mais, de plus, le LAOS, parti accusé de « populisme » à ses débuts, était maintenant reconnu comme un parti « responsable » (par opposition au SYRIZA)<sup>19</sup>. De ce fait, il était désormais élevé au rang de partenaire dans le gouvernement tripartite (ND, PASOK, LAOS) avec Lucas Papademos comme Premier ministre, après que le mouvement des *Indignados* (mai-juillet 2011) et les mobilisations anti-Mémorandum qui ont suivi eurent contraint le Premier ministre George Papandreou à démissionner (novembre 2011).

C'est en février 2012 que des analystes appartenant au champ politique favorable à la modernisation, tels que Petros Papasarantopoulos, vont rejeter l'idée que la participation d'un parti postfasciste au gouvernement pose un problème d'ordre démocratique, en nous assurant que « l'implication de ces partis dans des gouvernements de coalition agit comme une soupape pour les phénomènes de violence raciste »<sup>20</sup>. Nous savons aujourd'hui qu'Aube dorée a commencé à s'étoffer pendant la période allant de février à mai 2012, soit au moment où le Parlement a voté en faveur du Mémorandum II, avec cette

---

<sup>18</sup> Georgiadou, *op.cit.*, p. 81.

<sup>19</sup> Alexis Papachelas, « Pourquoi LAOS monte-t-il ? », *Kathimerini*, 11.3.2011, [en grec].

<sup>20</sup> Petros Papasarantopoulos, « LAOS au gouvernement. La démocratie en danger », *books' journal*, 2012, [en grec].

fois l'appui du parti ND et l'opposition du LAOS. Nous savons également que ce renforcement d'Aube dorée a été favorisé par le programme préélectoral anti-immigration imposé par les deux principaux partis, le ND et le PASOK, en mai 2012. Et il est désormais bien connu aussi que, depuis les élections de mai et de juin de la même année, à savoir quand Aube dorée a atteint ces résultats sans précédent, ce dernier n'a jamais cessé de gagner du terrain. Cependant, son implication dans l'explosion de la violence raciste est non seulement restée impunie, mais il a aussi reçu un renfort inespéré dans ce domaine : l'incessante opération de police Xenios Zeus, qui a débuté en août 2012, visant les immigrés sans papier dans tout le pays et procédant à des arrestations massives.

### **La formation de l'« arc national »**

Le parti ND et certains médias ont eu recours à une rhétorique de guerre civile et fait un usage intensif de la « théorie des deux extrêmes » afin d'empêcher le SYRIZA de gagner les élections et de s'assurer que ceux qui avaient voté pour Aube dorée en mai 2012 rejoindraient le parti ND en juin. Alors que le premier but était atteint, Aube dorée a maintenu son pourcentage en étant capable de représenter une partie des couches sociales ouvrières et populaires conservatrices composées de travailleurs et du sous-prolétariat, qui n'adhéraient plus au parti ND, en enregistrant de grands succès dans les zones de la « Grèce des Anciens », c'est-à-dire dans les préfectures dont le rapport traditionnel avec l'appareil de l'État, l'anticommunisme et la monarchie demeure vivace (la Laconie, l'Argolide, Kilkis, la Messénie et l'Élide). Parallèlement, Aube dorée a obtenu la moitié des voix des forces spéciales de police à Athènes et a tiré profit de ses actions violentes dans les quartiers de la capitale où se trouvait une présence importante d'immigrés<sup>21</sup>. S'exprimant à la BBC quelques mois après, le député d'Aube dorée, Elias Panagiotaros, déclarait qu'avait lieu maintenant en Grèce « une guerre civile contre les anarchistes et les immigrés clandestins »<sup>22</sup>.

Si une telle posture vis-à-vis de la gauche et des immigrés est plutôt prévisible de la part d'un parti néonazi, qui dénonce

---

<sup>21</sup> Yiannis Mavris, « Radiographie d'Aube dorée », *Efimerida ton Sintakton*, 1.7.2013, [en grec].

<sup>22</sup> *To Vima*, 18.10.2012.

le « racisme anti-Grecs », ce qui est essentiel ici est la position de ses opposants et en particulier celle du gouvernement.

Tout d'abord, en ce qui concerne la gauche, le gouvernement accuse ouvertement SYRIZA d'être un parti « extrémiste ». En décembre 2012, il a adressé à SYRIZA un avertissement sévère, faisant remarquer que « les jeunes du SYRIZA portant un blouson à capuche peuvent être certains que le gouvernement et les citoyens grecs ne laisseront pas les extrémistes atteindre leur but », alors qu'un mois plus tard, en janvier 2013, le ministre de l'Ordre public et de la Protection des citoyens manifestait son « espoir » que le SYRIZA effectue sa « transition vers la légalité ».

Il en va de même pour la position du parti ND vis-à-vis d'Aube dorée et de sa politique d'immigration. En janvier 2013, le Mouvement antiraciste européen (EGAM) dénoncera « le double jeu inexcusable du Premier ministre grec Samaras envers le néonazisme et son soutien intolérable à Aube dorée », en indiquant qu'il « faisait exactement le contraire de ce qu'il avait préconisé et avait annoncé qu'il ferait » concernant la participation du député d'Aube dorée, Eleni Zaroulia, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)<sup>23</sup>. En avril 2013, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, mentionnait dans son rapport sur les droits de l'homme en Grèce qu'il « regrettait que la rhétorique stigmatisant les travailleurs migrants ait souvent été employée en politique en Grèce, y compris par les politiciens de haut niveau », tel le Premier ministre et surtout le ministre de l'Ordre public et de la Protection des citoyens<sup>24</sup>. Même si Antonis Samaras

---

<sup>23</sup> Conseil de l'Europe : « Le Mouvement anti-raciste européen (European Grassroots Antiracist Movement - EGAM) dénonce l'inexcusable double jeu du Premier ministre grec Samaras sur le néonazisme et son soutien intolérable à l'Aube dorée », 23.1.2013 [<http://egam-eu.blogspot.gr/2013/01/council-of-europe-european-grassroots.html>]. Last access : 11.8.2013.

<sup>24</sup> Le Commissaire rapporte [en novembre 2012] : « Le Premier ministre s'est exprimé publiquement sur une "récupération" en cours par les autorités grecques des centres villes repris aux migrants qui les avaient "occupés" et soumis à leurs "activités illégales". Plus tôt, au mois de septembre 2012, il a été largement rendu compte de ce que, à l'initiative du Premier ministre, une nouvelle loi viendrait reconnaître que le statut d'immigration irrégulière était une circonstance aggravante dans la commission d'infractions pénales. » ; [en août 2012] : « Le ministre de l'Ordre public et de la Protection des citoyens a mentionné que, en raison de l'immigration irrégulière, "le pays dépérissait.

réfute cette critique, en déclarant que « la culture grecque est opposée au racisme »<sup>25</sup>, beaucoup le contredisent parmi ses partenaires : dans le meilleur des cas, en imputant à SYRIZA toutes les provocations à mettre au compte d'Aube dorée ; dans le pire des cas, en appelant ouvertement Aube dorée à former une coalition avec la droite. Tel est le cas par exemple de Failos Kranidiotis, un partenaire traditionnel de Samaras, qui appelle à l'unité avec la base électorale d'Aube dorée (« notre peuple »)<sup>26</sup>. Sur la même longueur d'ondes, et alors qu'Aube dorée a été le seul parti à soutenir la suppression de la télévision publique (ERT) en juin 2013, Panayiotis Baltakos, secrétaire général du gouvernement, note « qu'un gouvernement alliant ND et Aube dorée n'est pas quelque chose que nous souhaitons, mais n'est pas quelque chose d'impossible »<sup>27</sup> et, quelques jours plus tard, un autre député du parti ND, Vyron Polydoros, estimait que la Grèce nécessitait une « défense nationale », en ajoutant que le

---

Jamais depuis l'invasion des Doriens il y a 4 000 ans le pays n'avait été soumis à une invasion d'une telle dimension. C'est une bombe placée sur les fondations de la société et de l'État". » Ces déclarations ont été faites dans le contexte de l'opération « Xenios Zeus », qui a débuté en juillet 2012 et qui a comporté des contrôles au faciès du statut juridique des migrants par la police dans les villes. Le terme « bombe » a également été utilisé publiquement au mois de juillet 2012 par le même ministre pour évoquer le centre d'Athènes où de nombreux immigrants irréguliers et demandeurs d'asile politique louent et habitent souvent des appartements surpeuplés qui ne sont pas aux normes au plan des conditions de vie, sans bénéficier d'aucun service d'assistance sociale publique. Deux jours après, sur son site internet, Aube dorée s'exprime sur la déclaration du ministre Dendias, tenue pour être une « légitimation des positions » du parti. Rapport de Nils Muižnieks, Conseil de l'Europe, commissaire aux droits humains, 16 avril 2013. Consultable sur :

<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CommDH%282013%296&Language=lanEnglish&Ver=original&BackColorInternet=B9BDDE&BackColorIntranet=FFCD4F&BackColorLogged=FFC679>.

<sup>25</sup> Antonis Samaras, Discours à Salonique pour les 70 ans du massacre des juifs grecs par les nazis, 17.3.2013 [<http://www.primeminister.gov.gr/2013/03/17/10133>]. Last access : 11.8.2013.

<sup>26</sup> Failos Kranidiotis, « Le temps d'unifier la base du parti est venu ! », *Dimokratia*, 12.12.2012, [en grec].

<sup>27</sup> *Avgi.gr*, 13.6.2013 [<https://www.avgi.gr/article/454470/kubernitiki-sunergasia-me-ti-xrusi-augi-blepei-o-mpaltakos>]

parti ND devait être ouvert à l'Aube dorée, la troïka restant le principal danger<sup>28</sup>.

Il existe à l'évidence une certaine coordination entre une partie du ND et Aube dorée et elle n'apparaît pas seulement dans les déclarations publiques. En février 2013, et à la suite d'une initiative prise dans ce sens par Aube dorée, 85 députés du ND ont signé un amendement demandant au gouvernement d'interdire l'accès à la formation de la police et des militaires aux personnes qui ne sont pas « d'origine grecque »<sup>29</sup>, même si elles ont la nationalité grecque. En mai 2013, le projet de loi antiraciste proposé par l'ancien ministre de la Justice, Antonis Roupakiotis, a été rejeté sur l'insistance de Panayiotis Baltakos, une volonté qui a été à l'origine d'une crise au sein du gouvernement tripartite. Au cours des mêmes journées, le journal *Avgi* faisait ce commentaire : étant donné que « 50 députés du parti ND votent ensemble avec Aube dorée pour lever l'immunité du député du SYRIZA, Petros Tatsopoulos, (à la suite de la demande d'un député d'Aube dorée), il apparaît qu'il existe une assise pour la création d'un « front noir »<sup>30</sup> »<sup>31</sup>.

Alors que la convergence entre le parti conservateur ND et l'Aube dorée néonazi se manifeste très souvent en matière de politique d'immigration et de programme d'ordre public, leurs points communs sont en fait plus nombreux, notamment en matière de politique étrangère (les deux partis soutiennent une stratégie plus « déterminée » vis-à-vis de la Turquie et face à la question de la zone économique exclusive de la mer Égée) et ils partagent en particulier la même hostilité envers « l'hégémonie idéologique exercée par la gauche dans la période qui a suivi 1974 (« Metapolitefsi »). Ce fut Aube dorée qui la première a taxé « la Grèce (d'être) le dernier pays soviétique en Europe » et c'est un membre du LAOS qui écrivait quelques années plus tôt que la « droite radicale s'oppose à la timidité morale de la classe bourgeoise vis-à-vis de la gauche. De la sorte, la droite devient

<sup>28</sup> *Real.gr*, 2.7.2013 [http://www.real.gr/DefaultArthro.aspx?page=arthro&id=244388&catID=1].

<sup>29</sup> Ada Psarra, Dimitris Agelidis, « L'aube d'un gouvernement bleu-doré », *Efimerida ton sintakton*, 27.2.2013 [en grec].

<sup>30</sup> N.T. : Front noir : (en allemand die Schwarze Front) ou NSKD, parti allemand fondé en 1930 par Otto Strasser, dont les membres se considéraient comme les seuls « nationaux-socialistes ».

<sup>31</sup> Kostas Poulakidas, « L'affaire Heil Hitler », *Avgi*, 19.5.2013 [en grec].

pugnace, capable de mettre en cause l'hégémonie idéologique et de façonner les coalitions appropriées. »<sup>32</sup>

Lorsque, dans ce contexte, le député d'Aube dorée, Panayiotis Iliopoulos, déclare que le parti néonazi n'a aucune crainte de « l'arc constitutionnel », car Aube dorée constitue « l'arc national », il ne s'agit pas seulement d'un jeu de mots. La radicalisation de la droite et l'instrumentalisation simultanée du néonazisme ont au cours de ces dernières années préparé un terreau politique et idéologique propice à une nouvelle conception du nationalisme comportant trois principales caractéristiques : anticommunisme à l'intérieur, anti-immigrés à la frontière et anti-Turquie en matière de politique étrangère.

## Conclusion

J'ai essayé ci-dessus de décrire la transformation de la stratégie de l'État après les émeutes de 2008 en voyant dans celle-ci le début d'un processus de fascisation. Réfutant la théorie de la « montée des deux extrêmes », j'ai essayé de montrer que, pendant la crise, la convergence entre les partis « modérés » du centre sur un programme politiquement et idéologiquement néoconservateur a conféré à l'extrême droite le rôle de régulateur du système politique et lui a permis d'extraire le néonazisme grec de son ghetto idéologique. Après avoir fusionné dans le soutien aux mesures draconiennes d'austérité, le système politique est en voie d'être démantelé ; la formation progressive d'un « arc national » s'opposant aux immigrés et à la gauche semble constituer actuellement le quitus de sa relégitimation.

Pour reprendre le terme utilisé par Nicos Poulantzas, ce processus de fascisation n'est pas encore entré dans une phase de « non-retour » étant donné que, jusqu'à maintenant, le parti néonazi n'est pas le parti « choisi » par les groupes dominants de la classe bourgeoise. En revanche, il ne fait aucun doute qu'Aube dorée a déjà obtenu le soutien ou la neutralité d'une part importante des médias, y compris des journaux bénéficiant de la diffusion la plus large en Grèce (« Proto Thema »). Récemment, un site Internet recueillant les opinions de l'entourage du Premier ministre observait que le nombre des grands entrepreneurs qui financent Aube dorée va s'accroissant, de même que celui des

---

<sup>32</sup> Haritos, Christos (2008), *Droite radicale. La réponse de la gauche nouvelle*, Pelasgos, Athènes [en grec].

entreprises qui emploient des membres d'Aube dorée dans leur personnel de sécurité<sup>33</sup>.

À l'heure où l'austérité s'étend dans toute l'Europe, et où les forces politiques dominantes semblent partager la même obstination antipopuliste et rester fondamentalement anti-démocratiques, nous nous accordons à dire avec Katsambekis et Stavrakakis que « le travail à accomplir en termes de stratégies de recherche (et pourquoi pas de stratégies politiques) devrait consister à enregistrer le développement en Europe de populismes d'intégration et d'inclusion, récupérant le « peuple » venu d'associations d'extrême droite et régénérant son potentiel non comme une menace mais comme un correctif aux mutations postdémocratiques de l'héritage démocratique de la modernité politique<sup>34</sup>.

### Sources

- Eatwell, Roger/ Mudde, Cas (ed.) (2004), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, Routledge, Londres.
- Ellinas, Antonis A. (2010), *The Media and the Far Right in Western Europe. Playing the Nationalist Card*, Presse universitaire de Cambridge, Cambridge.
- Ellinas, Antonis A. (2013), « The Rise of the Golden Dawn : The New Face of the Far Right in Greece », *Société et politique européennes du sud*. Consultable à l'adresse : [http://works.bepress.com/antonis\\_ellinas/12](http://works.bepress.com/antonis_ellinas/12)
- Georgiadou, Vassiliki (2008), *L'extrême droite et les conséquences du consentement, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Allemagne*, Kastaniotis, Athènes, [en grec].
- Hainsworth, Peter (éd.) (2004), *The Extreme Right. Ideology-Politics-Parties*, Papazisis, Athènes, [en grec].
- Haritos, Christos (2008), *Droite radicale. La réponse à la nouvelle gauche*, Pelasgos, Athènes, [en grec].
- Katz, Richard/ Mair, Peter (1995), « Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics 1*, n° 1.
- Pantazopoulos, Andreas (2002), *Démocratie émotionnelle*, Polis, Athènes, [en grec].

---

<sup>33</sup> *Antinews.gr* 25.7.2013. Consultable à l'adresse : <http://www.antinews.gr/2013/07/25/222961/>. Last access : 12.8.2013.

<sup>34</sup> Katsambekis and Stavrakakis, *op. cit.*



- Papadatos-Anagnostopoulos, Dimosthenis (2011), « The Financial Crisis as a Political Opportunity for the New Extreme Right - The Economic Crisis in Greece and the Popular Orthodox Rally (LAOS) », *Transform !*, n° 8.
- Psarras, Dimitris (2010), *La main invisible de Karatzaferis ; La renaissance télévisuelle de l'extrême droite*, Alexandria, Athènes [en grec].
- Psarras, Dimitris. (2012), *La Bible noire d'Aube dorée*, Polis, Athènes [en grec].
- Rapport de Muižnieks, Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 16 avril 2013. [<https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CommDH%282013%296&Language=lanEnglish&Ver=original&BackColorInternet=B9BDEE&BackColorIntranet=FFCD4F&BackColorLogged=FFC679>]. Last access : 11.8.2013.

### Articles-Discours

- Ada Psarra, Dimitris Agelidis, « L'aube d'un gouvernement bleu doré », *Efimerida ton sintakton*, 27.2.2013, [en grec].
- Alexis Papachelas, « Pourquoi le LAOS monte-t-il ? », *Kathimerini*, 11.3.2011 [en grec].
- Antonis Samaras, Discours de Salonique pour les 70 ans du massacre des juifs grecs par les nazis, 17.3.2013 [<http://www.primeminister.gov.gr/2013/03/17/10133>]. Last access : 11.8.2013
- Failos Kranidiotis, « Le temps d'unifier l'assise du parti est arrivé ! », *Dimokratia*, 12.12.2012. Last access : 11.8.2013 [en grec].
- Giorgos Karatzaferis, *Discours au premier congrès des jeunes du LAOS*, 18.1.2009.
- Giorgos Katsambekis, Yannis Satvrakakis, « Populism, anti-populism and European democracy : a view from the South », *Open Democracy*, 23.7.2013. Consultable à l'adresse : <http://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/giorgos-katsambekis-yannis-stavarakakis/populism-anti-populism-and-european-democr#>. Last access : 12.8.2013.
- Kostas Poulakidas, « L'affaire Heil Hitler », *Avgi*, 19.5.2013, [en grec].
- Nicos Filis, « L'espace médian de l'extrême droite », *Avgi*, 20.3.2011 [en grec].
- O Ios, « Le patriotisme brun dans les années de crise », *Eleftherotypia*, 14.3.2010 [en grec].
- Petros Papsarantopoulos, « LAOS au gouvernement. La démocratie en danger », *books' journal*, 2012 [en grec].
- Yiannis Haris, « Entreprises paraétatiques ou rebelles terroristes ? » *Ta Nea* 7.3.2009 [en grec].
- Yiannis Mavris, « Radiographie d'Aube dorée », *Efimerida ton Sintakton*, 1.7.2013 [en grec].

